

DROGUE ET PÉDAGOGIE

Roger UEBERSCHLAG

Etablir un rapprochement entre les maux sociaux et les carences de l'institution scolaire est une démarche tout à fait légitime à condition de ne pas prendre le corps enseignant comme bouc émissaire. L'école ne peut agir en effet que si la société lui donne les moyens matériels et moraux d'accomplir sa mission.

Se plaindre de « l'agitation » politique des jeunes, de leur « licence » sexuelle, de leur penchant pour la drogue est bien hypocrite si en même temps on n'examine pas la défaillance des adultes en leur demandant ce qu'ils font en faveur de l'éducation politique et sociale non seulement par l'inscription de cours dans un programme, mais par la transformation des établissements en milieux de vie dans lesquels l'enfant s'épanouit intellectuellement et socialement.

Cette conviction que Freinet nous a

fait partager pendant des décades, le Dr Mendel, un psychanalyste la prend à son compte dans une interview accordée à *Combat* (5 novembre 69) : « Il faut qu'à un mode de formation de l'individu fondé sur le principe d'autorité, succède un autre mode de formation. Je l'appelle dans mon livre la « co-éducation » : dès leur plus jeune âge, 5 ans, les enfants, au sein d'une institution scolaire d'un type nouveau, apprendraient non plus à se soumettre, mais à réfléchir librement, à raisonner, à critiquer, à prendre des décisions, à faire des choix, à comprendre la force des culpabilités qui les poussent. Ils aborderaient alors le monde plus solide pour résister à la fois au nihilisme technocratique et au mysticisme utopique et pour une société plus humaine. »

N'est-ce pas très exactement ce que

nous essayons de réaliser? Par quel itinéraire de réflexion le Dr Mendel, psychanalyste, est-il arrivé à cette conception de l'école? Deux ouvrages précisent sa pensée, la révolte contre le père paru en 1968, la crise de générations en 1969. Ce qui est intéressant dans la tentative du Dr Mendel, c'est le souci de prolonger la psychanalyse par une sociopsychanalyse, c'est-à-dire, d'appliquer à l'explication des comportements sociaux certaines théories de Freud.

Ainsi, partant de l'œdipe classique et individuel qui se révèle généralement entre 3 et 5 ans, il soutient l'hypothèse d'un œdipe pubertaire dont les caractéristiques seraient de ne pas être dirigé contre le père seulement, mais contre un mixte du pouvoir familial et du pouvoir social. Ce conflit ne se développe pas sur le plan individuel mais sur un plan collectif. Il est selon le Dr Mendel sans issue car l'évolution technique et industrielle a supprimé l'affrontement classique des rites d'initiation qui donnaient aux jeunes le statut d'adulte.

Ainsi, du fait de la disparition des rapports de travail entre père et fils, le père devient socialement invisible. D'autre part, le pouvoir social est « manipulé par une puissance technologique a-humaine » qui lui interdit de manifester les valeurs : le droit, la liberté, la justice. Dès lors, la contestation éclate sous forme de crise de génération. Parmi les contestataires, à côté des novateurs et des fascistes, il y a les « archaïsants », — tels les hippies — profondément régressés, utopistes, croyant à la bonté originelle de l'homme. Cette classification du psychanalyste vaut ce que vaut toute classification. Elle met du moins en évidence que le drogué n'est pas

un malade individuel : on se drogue en groupe pour marquer son opposition à la société des adultes dont on refuse l'héritage.

La société dès lors peut réagir, en gros de deux façons. Soit par un quadrillage policier, une colonisation « pacificatrice » de la jeunesse, solution catastrophique, estime le Dr Mendel. Soit en attaquant avec les jeunes la question, non sous l'angle moral mais sous son aspect sanitaire et en développant une action sanitaire non seulement contre la drogue mais aussi contre l'alcool, le tabac, le bruit peut-être : « Il faut traiter ce problème non pas émotionnellement, mais scientifiquement. Que soit formée une commission paritaire, adolescents - adultes. Les adolescents seraient, par exemple, des représentants de syndicats ou d'organisations de jeunes, des étudiants, des ouvriers, des paysans. Que des rapports scientifiques sur les dangers respectifs de chacune des drogues soient présentés à cette commission : travaux scientifiques qui auraient été contrôlés par des jeunes psychiatres (il existe un « groupe de jeunes psychiatres ») de jeunes biologistes. Que ces travaux soient rendus publics : puisqu'on accepte qu'un garçon de 18 ans risque sa vie pour son pays, que l'on considère aussi qu'il a le droit d'être informé. Qu'ensuite, la commission paritaire, arrête ses décisions. Et qu'enfin on lie les deux problèmes de la drogue et de l'alcoolisme. Il ne peut pas y avoir deux poids, deux mesures. Ou bien, au nom de la santé, on prend les mesures indiquées dans les deux cas, ou bien que l'on ne nous parle plus de morale ; je vous rappelle qu'en 1967, 18 000 personnes sont mortes de cirrhose en France, que la plupart des accidents graves de la route et du travail sont

du à l'alcool, que la France est la première consommatrice d'alcool du monde, que 40% de son budget hospitalier est dépensé pour l'alcool, que 80% des bourreaux d'enfants sont des alcooliques, etc.

« Un tel mode d'approche du problème aurait un double intérêt : son efficacité, et une collaboration entre les générations. Sinon, au fur et à mesure que les conséquences de la « crise de générations » se révéleront, au lieu d'adopter des solutions de progrès, on adoptera des solutions négatives : cela s'appelle le fascisme. Voyez comme M. Marcellin, à propos de la drogue précisément, vient de demander une prolongation de la garde à vue. »

Pourtant, de même que la connaissance du code de la route ne garantit pas la prudence chez un conducteur, ni l'information sur les maladies vénériennes, la vertu, on peut estimer qu'une action sanitaire même paritaire n'aura que des effets limités. A la drogue ou à la vie rêvée, on ne peut

opposer que la vraie vie : celle qui assure à l'étudiant et de façon générale à tout jeune adulte une dignité professionnelle, une insertion concrète dans la gestion de la cité (HLM, équipements sociaux et culturels, etc.) Or, même si cette possibilité était offerte actuellement — et nous en sommes loin — la partie ne serait pas gagnée car le déficit en éducation est énorme et les jeunes ont subi une vie scolaire a-sociale. La solution réelle n'est donc qu'à long terme, dans une institution scolaire nouvelle, puis une co-éducation permanente au sens du récent mot : non entre les sexes mais entre enseignants et enseignés. Formation permanente qui repose aussi sur la télévision, instrument du rêve (omniprésence des variétés et de la chansonnette ou de la publicité) ou de la conquête du savoir. Ceci, le Dr Mendel l'a fort bien compris : « Je ne pense pas qu'il puisse y avoir de progrès possible sans une information libre, ce qui aujourd'hui signifie avant tout une télévision libérée ».

R. UEBERSCHLAG

Affaire d'Enveitg

De nombreux camarades ont manifesté leur émotion devant les menaces de déplacement d'office qui pèsent sur nos amis Got alors qu'ils poursuivent normalement leur travail dans un climat de confiance que viennent seules altérer les tracasseries de la municipalité. Au congrès de Charleville, nous étudierons comment soutenir et renforcer l'action syndicale entreprise dans les Pyrénées-Orientales.

Pour notre part, nous posons publiquement le problème de la solidarité des administrateurs face aux manœuvres de certains ennemis de l'école et du soutien qu'ils doivent apporter à la modernisation de l'enseignement. Les quatre-vingt-dix inspecteurs départementaux qui ont manifesté leur intention de participer à nos travaux sur l'inspection, montrent qu'ils croient à la nécessité d'une recherche commune pour moderniser le contrôle en fonction de l'évolution de la pédagogie.